

Faits saillants du rapport de l'EUMC
«Les musulmans au sein de l'Union européenne:
discrimination et islamophobie»



Les traductions de ce résumé dans toutes les langues de l'UE sont données à titre indicatif. La version anglaise fait foi.

«Les musulmans au sein de l'Union européenne: discrimination et islamophobie» est un rapport de l'EUMC (Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes) sur la situation des musulmans dans les États membres de l'Union européenne.

Ce rapport examine les données et les informations disponibles sur l'importance et la nature de la discrimination dont sont victimes les musulmans, et des actes d'islamophobie dans l'UE. Ces actes sont très sous-documentés et sous-déclarés. Le rapport donne également des exemples de bonnes pratiques dans les États membres et propose des mesures visant à lutter contre la discrimination et le racisme et à encourager l'intégration.

Principales conclusions

- ✓ Indépendamment de leur origine ethnique et/ou de leur rapport à la religion, de nombreux musulmans européens sont victimes d'actes de discrimination au niveau de l'emploi, de l'éducation et du logement.
- ✓ La discrimination à l'encontre des musulmans peut être attribuée à des attitudes islamophobes aussi bien qu'à des comportements racistes et xénophobes, ces éléments étant souvent étroitement liés. Il faut par conséquent interpréter l'hostilité à l'égard des musulmans dans le cadre plus général de la xénophobie et du racisme à l'encontre des migrants et des minorités.
- ✓ Il est évident que les musulmans font l'objet d'actes islamophobes allant d'insultes à des agressions physiques, même si des données relatives à des incidents à connotation religieuse sont collectées de façon limitée.
- ✓ Les données disponibles sur les victimes d'actes discriminatoires montrent que les musulmans européens sont souvent représentés de manière disproportionnée dans les zones où les conditions de logement sont mauvaises, alors que leur réussite scolaire est inférieure à la moyenne et leur taux de chômage, lui, supérieur à la moyenne. Les musulmans ont souvent des emplois nécessitant peu de qualifications. En tant que groupe, ils sont sur-représentés dans les secteurs peu payés de l'économie.
- ✓ Des obstacles freinent la promotion sociale de nombreux musulmans européens, notamment chez les jeunes. Cela peut donner lieu à un sentiment de frustration et d'exclusion sociale.
- ✓ Le racisme, la discrimination et la marginalisation sociale sont des menaces sérieuses à l'intégration et la cohésion communautaire.

Exemples de discrimination à l'encontre des musulmans européens

Emploi

Dans certains États membres, le taux de chômage est généralement élevé chez les musulmans. Au Royaume-Uni, par exemple, le taux de chômage des musulmans est supérieur à celui de tout pratiquant d'une autre religion, aussi bien pour les hommes que pour les femmes. En Irlande, le recensement de 2002 a révélé que 11 pour cent des musulmans étaient au chômage alors que la moyenne nationale était de 4 pour cent.

Des tests (« discrimination testing ») montrent que les musulmans font l'objet d'actes de discrimination et que leurs possibilités d'emploi sont limitées. Ainsi, au Royaume-Uni, un programme radio produit par la BBC en 2004 s'est livré à l'exercice suivant: 50 entreprises ont reçu des demandes d'emploi de six candidats fictifs dont les noms suggéraient fortement qu'ils étaient d'origine britannique blanche, africaine ou musulmane. Il est ressorti de l'expérience que la probabilité d'être invité à une entrevue était plus élevée pour les candidats blancs (25 pour cent) que pour les candidats noirs (13 pour cent), mais ce sont ceux qui avaient un nom musulman qui ont reçu le moins d'invitations (9 pour cent). En France, en 2004, l'université de Paris I a envoyé différents *curricula vitae* standards émanant de personnes dont on pouvait plus ou moins deviner l'origine ethnique en réponse à 258 offres d'emploi de vendeur. Il a été constaté que la probabilité d'obtenir une réponse positive était cinq fois moins élevée pour les candidats originaires d'Afrique du Nord.

Éducation

La faiblesse des résultats scolaires est un autre facteur de discrimination auquel les musulmans européens sont confrontés. Dans plusieurs États membres où une partie notable de la population de migrants est composée de musulmans (par exemple le Danemark, l'Allemagne et la France), les immigrés et les personnes originaires de pays tiers ont des taux de réussite scolaire et des niveaux de qualification généralement inférieurs à ceux de la population majoritaire.

Les études PISA de l'OCDE sur les résultats scolaires des migrants montrent qu'en lecture et en écriture, le niveau des élèves nés à l'étranger est très inférieur à celui des élèves de souche. En particulier, dans les pays où le statut socio-économique des familles d'immigrés – dont beaucoup sont d'origine musulmane – est comparativement faible, le fossé entre les résultats des élèves de souche et ceux des élèves d'origine étrangère tend à se creuser.

L'enseignement des religions varie d'un État membre à l'autre en raison des différents modèles suivis: éducation religieuse laïque formelle, enseignement de l'islam dans les programmes et enseignement islamique distinct dispensé à l'intérieur ou en dehors des écoles publiques. Les communautés musulmanes assurent également une instruction religieuse supplémentaire, mais la pratique consistant à inviter des imams de pays tiers à enseigner sans qualifications officielles et avec peu ou pas de connaissances du contexte social et culturel local, est contestable.

Logement

Les migrants, notamment ceux qui viennent de pays à prédominance musulmane, ont tendance à être moins bien logés et semblent comparativement plus exposés à l'insécurité en matière de logement. On a constaté certaines améliorations quant aux conditions de logement, mais les inégalités, dans ce domaine, restent en grande partie dues au manque de logements sociaux pour les groupes à faible revenu, notamment pour les immigrés ou les descendants d'immigrés.

Témoignages d'incidents islamophobes

Il faudrait disposer de plus de données officielles pour identifier les délits qualifiés ou motivés par des considérations religieuses. Actuellement, seuls le Royaume-Uni et la Finlande utilisent des mécanismes de collecte de données pénales officielles donnant des détails sur les origines des victimes des crimes racistes. Seul, le Royaume-Uni publie des données pénales identifiant spécifiquement les musulmans comme victimes de crimes et délits «motivés par la haine».

Néanmoins, la combinaison de données officielles et d'informations officieuses collectées par les ONG montre que des incidents islamophobes ont été signalés dans plusieurs États membres de l'UE. Ces incidents vont de la menace verbale à l'agression physique à l'encontre des personnes et des biens.

L'EUMC identifie l'islamophobie et ses manifestations sur la base de normes reconnues au niveau international et sur le travail permanent du Conseil de l'Europe et des Nations Unies.

Données sur les communautés musulmanes dans l'Union européenne

Les statistiques démographiques actuelles ne donnent que des estimations du nombre de musulmans résidant dans l'Union européenne. Le chiffre le plus modéré basé sur les calculs officiels et sur les estimations des ONG est d'environ 13 millions, soit 3,5 pour cent de la population totale de l'UE.

Les musulmans constituent le deuxième groupe religieux de la société multiconfessionnelle de l'Union européenne. Les musulmans vivant dans l'UE forment un mélange très diversifié d'ethnies, de langues, de tendances laïques et religieuses, de traditions culturelles et de convictions politiques.

Les musulmans de Turquie, d'Afrique du Nord, du Moyen-Orient, du Pakistan, du Bangladesh et de l'ex-Yougoslavie occupent une place prédominante dans la population musulmane de l'Union européenne. Un nombre considérable d'entre eux sont des citoyens européens. Certains musulmans résidant dans l'UE ont une présence historique de longue date dans les pays où ils vivent.

L'EUMC demande plus particulièrement la mise en œuvre des législations et des solutions politiques suivantes

L'EUMC considère que les mesures et les pratiques de lutte contre la discrimination et la marginalisation sociale doivent devenir des priorités politiques. Les réponses politiques doivent reconnaître que dans l'UE, de nombreux musulmans ont été victimes d'actes discriminatoires ayant eu des répercussions sur leurs possibilités d'emploi et sur leur niveau d'instruction et ayant par conséquent entraîné leur marginalisation sociale.

- ✓ **Mise en œuvre de la législation:** l'EUMC encourage les États membres à appliquer sans réserve les directives antidiscrimination (directive 2000/43/CE relative à l'égalité raciale et directive 2000/78/CE relative à l'égalité en matière d'emploi) et à faire un meilleur usage de leurs dispositions, notamment en ce qui concerne les mesures en faveur de l'égalité. Les États membres doivent également envisager d'aller au-delà des exigences juridiques minimales des directives et s'assurer que les groupes exposés à la discrimination connaissent bien leurs droits et disposent des moyens de les faire respecter.
- ✓ **Enregistrement et surveillance policière des incidents islamophobes:** l'EUMC encourage les États membres à mettre en place des mécanismes d'enregistrement de l'ensemble des incidents racistes en vue de ventiler les données statistiques en incidents concernant différents groupes de victimes, y compris les musulmans. L'EUMC encourage également les États membres à intégrer une formation à l'antiracisme et à la diversité dans leurs programmes de formation à l'intention du personnel de la police.
- ✓ **Mise en œuvre de politiques d'intégration et d'inclusion sociale visant les migrants et les minorités:** l'EUMC encourage les États membres à mettre en œuvre des mesures de soutien à l'intention des migrants et des minorités, y compris des musulmans, pour qu'ils bénéficient eux aussi de l'égalité des chances et pour empêcher leur marginalisation. Les minorités doivent être activement consultées pour la formulation des politiques visant à leur intégration sociale.
- ✓ **Promotion des mesures au niveau de l'emploi:** l'EUMC encourage les États membres à intensifier leurs efforts de manière à améliorer les possibilités d'emploi, notamment pour les jeunes des minorités, y compris les musulmans. Les autorités publiques nationales et locales sont invitées à donner l'exemple en matière de promotion de l'égalité d'accès à l'emploi.
- ✓ **Promotion des mesures d'éducation et de formation:** l'EUMC encourage les États membres à examiner les raisons des différences de niveaux d'études. Les États membres doivent éviter que les élèves appartenant à des groupes minoritaires soient placés dans des classes séparées. Ils doivent revoir les manuels scolaires pour s'assurer que l'histoire des groupes minoritaires est présentée de manière objective. Les programmes scolaires officiels devraient prévoir des discussions sur le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie.
- ✓ **Engagement des partis politiques:** l'EUMC encourage tous les partis politiques européens à signer et mettre en œuvre la «Charte des partis politiques européens pour une société non raciste»¹.
- ✓ **Participation:** il faut encourager les musulmans européens à participer plus activement à la vie publique (par exemple dans des processus et des institutions politiques, économiques, sociaux et culturels).
- ✓ **Les médias:** les médias doivent examiner les informations qu'ils véhiculent pour s'assurer de leur exactitude et de leur intégralité dans la couverture de ces questions. L'EUMC les encourage à prendre des initiatives de recrutement et de formation des journalistes visant à mieux refléter la diversité au sein de l'UE. Il encourage également les États membres à appliquer ou renforcer la législation concernant les prestataires de services Internet de manière à empêcher la diffusion de documents racistes interdits,

¹http://www.eumc.eu.int/eumc/index.php?fuseaction=content.dsp_cat_content&catid=3ef0500f9e0c5&contentid=3ef0546396bb5

conformément à l'article 14 de la directive CE relative au commerce électronique (2000/31/EC).

Initiatives pratiques de lutte contre l'islamophobie et pour la cohésion

L'EUMC encourage les États membres à appliquer activement des exemples d'initiatives pratiques existant dans l'ensemble de l'UE et auxquelles il est souvent fait allusion dans le rapport.

L'EUMC considère que l'intégration est un processus qui va dans les deux sens. De nombreux musulmans européens reconnaissent qu'ils doivent faire plus pour s'intégrer dans l'ensemble de la société. *En même temps*, les leaders politiques européens doivent intensifier leurs efforts en faveur d'un *vrai* dialogue interculturel et contre le racisme, la discrimination et la marginalisation. Le *défi clé* qui se pose est celui du renforcement de la cohésion dans la société européenne, c'est-à-dire du respect de la diversité, de la reconnaissance des droits fondamentaux et de la garantie de l'égalité des chances pour tous.

Initiatives en matière d'éducation

- ✓ Au Luxembourg, le ministère de l'Éducation a décidé d'offrir aux élèves de dernière année un cours sur «l'instruction religieuse et morale» axé sur le dialogue interconfessionnel et expliquant les valeurs humaines des religions non chrétiennes.

Dialogue interconfessionnel

- ✓ En Allemagne, plusieurs forums de dialogue sur l'islam («Islamforen») ont été mis en place dans le but explicite de réduire les préjugés à l'égard de la communauté musulmane et la peur qu'elle suscite, et de favoriser un débat critique entre les représentants des organisations musulmanes et ceux de la société majoritaire. Ces forums n'ont pas de statut officiel et ont été mis en place par une ONG.
- ✓ Au Royaume-Uni, des leaders des religions musulmane, juive et chrétienne ont mis en place le *Three Faiths Forum* (forum des trois religions) qui organise des conférences, des séminaires et des réunions avec les hommes politiques nationaux et locaux.

Initiatives municipales

- ✓ À Rotterdam, la municipalité subventionne la plate-forme des organisations islamiques (SPIOR). Fondée en 1990, cette organisation assure la promotion des intérêts des musulmans de la ville et coiffe 42 organisations dont huit représentent des communautés ethniques et les autres des organisations de femmes et de jeunes. Récemment, une tâche importante a été de favoriser la compréhension entre musulmans et non-musulmans. Le conseil municipal de Rotterdam a organisé neuf «débats sur l'islam» entre février et avril 2005. À cette occasion, plusieurs questions concernant l'islam ont été abordées (hauteur des minarets des nouvelles mosquées, éducation et situation économique, notamment).
- ✓ Au Royaume-Uni, plusieurs collectivités locales ont mis au point des lignes directrices écrites pour répondre aux besoins pastoraux, religieux et culturels des élèves musulmans. L'un des documents les plus détaillés et les plus utiles a été produit à Birmingham, en collaboration avec la mosquée centrale de la ville. Certaines autorités locales ont également mis au point des bonnes pratiques pour lutter contre l'islamophobie et pour la circonscrire, et font référence à l'hostilité religieuse et à l'islamophobie dans leurs documents de stratégie.

Initiatives de la police

- ✓ Au Royaume-Uni, le Service de la police métropolitaine de Londres (*London Metropolitan Police Service, MET*) a collaboré très étroitement avec l'ONG FAIR (Forum contre l'islamophobie et le racisme) et d'autres organisations importantes à la récente campagne *Islamophobia – Don't Suffer in Silence* [Islamophobie, ne souffrez pas en silence]. Il s'agissait là d'une grande campagne nationale lancée en 2004 par le MET pour lutter contre les crimes à l'encontre des musulmans, venir en aide aux victimes de l'islamophobie, améliorer la surveillance de l'islamophobie par le MET et améliorer les relations avec la communauté musulmane.

Ce rapport est accompagné d'une étude sur les «**Perceptions de la discrimination et de l'islamophobie**» basée sur des entretiens approfondis avec des membres de communautés musulmanes dans dix États membres de l'UE. Ces entretiens donnent un aperçu instantané des opinions, des sentiments, des craintes, des frustrations, mais aussi des espoirs en l'avenir que de nombreux musulmans de l'Union européenne partagent.